

L'Humanité publie une tribune de Monsieur Santini – réponse de Jacques Perreux

Le journal l'Humanité du 2 décembre publie une tribune de Monsieur Santini. Celui-ci, est comme chacun sait, Secrétaire d'Etat, très impliqué dans la Réduction Générale des Politiques Publiques. Il est un adepte de la délégation de la gestion de l'eau aux multinationales et il a privatisé la gestion des ressources humaines dans la ville dont il est maire. Sa tribune se veut être une réponse aux arguments que j'ai développés dans l'humanité du 28 octobre. En tous les cas, il ne répond pas aux questions, qu'avec beaucoup d'autres - de gauche mais aussi de droite - je soulève : l'eau notre bien commun doit-elle être marchandisée? Les bénéfices engrangés sont-ils oui ou non exorbitants ? La concurrence dans ce domaine n'est-elle pas cadenassée et totalement faussée ? enfin il ne nous explique toujours pas comment il se fait qu'il ait envoyé un courrier aux Maires d'Ile de France sur papier à entête de Véolia . Imaginons le scandale si son collègue Ministre de la défense Hervé Morin s'était adressé aux Généraux sur papier à entête des avions Marcel Dassault !

Monsieur Santini nous reproche de vouloir que les habitants d'Ile de France et leurs Elus aient le temps de s'approprier les enjeux liés à la fin du contrat de Véolia. C'est pourtant une question civique. En effet l'eau est une grande cause. Elle est en danger et nécessite de l'attention, de la prévention de la part des citoyens et des collectivités. Elle nécessite aussi la convergence d'importants moyens financiers pour réparer les dégâts et permettre à la ressource naturelle de retrouver sa bonne qualité écologique et chimique. Dans le cadre de cette mobilisation générale, faut-il servir des dividendes aussi mirifiques aux actionnaires de l'eau ou baisser la facture des usagers. C'est une réflexion qu'on entend souvent dans les nombreux débats organisés ces temps-ci. Il n'y a tout de même pas lieu de s'en effaroucher !

Le Président du SEDIF nous dit avoir engagé un processus « parfaitement démocratique » depuis 2006. Retenons sa façon de voir...Mais depuis 2006, des élections municipales ont eu lieu, de nouveaux élus sont arrivés, parfois avec un mandat de retour à une régie publique. Ils ont besoin de temps pour se faire une opinion et prendre leurs

décisions avec leurs collègues au conseil municipal. Par ailleurs, il n'est nul besoin d'être militant contre le capitalisme pour savoir que l'entreprise délégataire Véolia a défrayé la chronique à plusieurs reprises pour ses dérives financières. N'est-il pas prudent en cette période de crise, d'abandonner certains dogmes et de revenir à une ré-appropriation publique – donc politique de l'eau ?

Le dernier film de James Bond n'est malheureusement pas que de la fiction. On y voit un dictateur d'un pays d'Amérique Latine, corrompu par une multinationale française, faire la guerre de l'eau aux paysans. Un documentaire explosif, diffusé par Arte vient de révéler que ces mœurs sont monnaie courante aux quatre coins du monde. Ce doit être aussi pour cela qu'un peu partout sur la planète, mais aussi à Paris et en région parisienne des voix s'élèvent pour une gestion publique et citoyenne de l'eau.

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) affirme dans un épais rapport, dit « GEO 4 », que la privatisation généralisée des ressources et des services serait le plus mauvais scénario du point de vue du développement durable.

Hier : événement ! la commission consultative des services publics locaux du SEDIF se réunissait, elle a majoritairement rejetée « la nouvelle régie intéressée renouvelée » proposée par Monsieur Santini .En fait ceux que celui-ci désigne comme « alter-mondialistes » ne sont pas isolés, ils ne « pleurnichent » pas. Ils savent comme le disait le philosophe Sénèque « que ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on ne les ose pas, mais parce qu'on ne les ose pas qu'elles sont difficiles ».

Alors ils osent !

Jacques Perreux